

La Fondation Concorde considère le report de l'âge de la retraite comme un véritable enjeu économique...

En baissant à 60 ans l'âge de départ en 1982, on a installé la culture de la "préretraite" dès 55 ans. De l'autre côté, les jeunes connaissent un taux de chômage trop élevé. Pourtant, notre analyse des pays de l'OCDE est sans appel: reculer l'âge légal des retraites pousse les entreprises à mieux intégrer la place des quinquas dans leurs ressources humaines. Plus le taux d'emploi des seniors est élevé et plus l'emploi des jeunes est élevé. C'est normal, car l'économie se développe davantage et crée davantage d'emplois.

La question sociale, via la réforme des retraites, prend-elle le pas sur le spectre d'une économie française en panne?

La seule vraie question sociale qui se pose, c'est l'acceptabilité des réformes. Les Français sont prêts à faire des efforts mais ils se demandent: "Où va tout l'argent de mes impôts?" et "Pourquoi est-ce encore à moi de faire des efforts?" Si l'on continue d'être les perdants de la mondialisation et de creuser la dette, alors les efforts qui seront demandés seront encore plus importants et les violences sociales accrues. Au lieu de répondre à cette question, on assiste à un glissement gravissime. L'extrême gauche tire le débat public vers ses propres thèses dangereuses. La question sociale ne sera jamais résolue par cette lutte des classes.



TWITTER

"LA QUESTION SOCIALE NE SERA JAMAIS RÉSOLUE PAR LA LUTTE DES CLASSES."

Comment la Fondation Concorde perçoit-elle l'évolution de la société française?

Nous constatons trois tendances. La première, c'est la désindustrialisation. Soit nous réussissons à refaire de la France une terre de production et à recréer une fierté commune des entrepreneurs et des travailleurs, soit nous continuons à freiner l'industrie et le malaise grossira. Lorsque l'usine et les emplois indirects disparaissent près de chez vous, vous devez chercher un travail plus loin, vous avez moins de services publics à proximité, vous dépensez plus en essence et vous voyez moins vos enfants. Les "gilets jaunes"

étaient une conséquence de cette désindustrialisation.

La deuxième, c'est le rapport au travail. Ou bien nous continuons à dévaloriser le travail, ou nous réinventons une fierté du travail et de l'initiative. Le paradoxe français est là: le nombre d'indépendants et de créateurs d'entreprise explose mais le nombre de démissions des salariés atteint des records! Le peuple français est créatif et travailleur, c'est cela qu'il faut valoriser et pas le "droit à la paresse" de certains à gauche.

La troisième est l'immigration. Nous ne pouvons plus ignorer les conséquences de l'immigration incontrôlée et sous-qualifiée sur notre économie. Dans le monde actuel, les pays sont en lutte pour attirer les talents et les capitaux. Or, nous continuons à accueillir des millions de personnes en majorité à la marge dans leur société d'origine, sans qualification. Cette situation ne satisfait personne: les Français d'abord, qui doivent financer par plus d'impôts une intégration périlleuse. Les immigrés, qui restent souvent en marge d'une société dont ils n'ont pas la culture et qui subissent les barrières à l'entrée de notre marché du travail rigide. Nous proposons au gouvernement d'organiser une convention citoyenne sur l'immigration pour prendre sereinement enfin les bonnes décisions, basées sur les faits économiques, de façon dépassionnée. ●

Retrouvez l'intégralité de cet entretien sur www.valeursactuelles.com.